

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE ISLAMIQUE

DE MAURITANIE

BIMENSUEL
Paraissant les 15 et 30
de chaque mois

15 Septembre 2005

47^{ème} année

N° 1102

SOMMAIRE

I - LOIS & ORDONNANCES

II – DECRETS, ARRETES, DECISIONS

Présidence du Conseil Militaire Pour la Justice et la Démocratie

Actes Divers

08 Août 2005

Décret n° 094 – 2005 Portant nomination du Directeur de Cabinet du Président du Conseil Militaire pour la Justice et de la Démocratie.

10 Août 2005

Décret n° 095 – 2005 Portant nomination des Membres du Gouvernement.

10 Août 2005

Décret n° 096 – 2005 Portant nomination du Ministre Secrétaire Général de la Présidence Conseil Militaire pour la Justice et de la Démocratie.

10 Août 2005

Décret n° 097 – 2005 Portant nomination du Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

11 Août 2005

Décret n° 098 – 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de l'Armée Nationale

| | |
|--------------|--|
| 11 Août 2005 | Décret n° 099 – 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de la Garde Nationale. |
| 11 août 2005 | Décret n°100 – 2005 portant nomination du commissaire aux droits de L'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion. |
| 11 août 2005 | Décret n°101 – 2005 portant nomination du commissaire à la Sécurité Alimentaire. |
| 11 Août 2005 | Décret n° 102 – 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de Gendarmerie Nationale. |
| 11 Août 2005 | Décret n° 103 – 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major Adjoint de l'Armée Nationale. |
| 15 août 2005 | Décret n°114 – 2005 portant nomination du secrétaire permanent du Conseil militaire pour la justice et la démocratie. |

Premier Ministère

Actes Divers

| | |
|--------------|--|
| 25 août 2005 | Décret n°115 – 2005 relatif à l'intérim des Ministres. |
|--------------|--|

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Actes Réglementaires

| | |
|--------------|---|
| 12 août 2005 | Décret n°107 – 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 004 du 10 juin 2005 relative à l'accord de prêt signé le 30 mai 2005 à Nouakchott entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Institut de Crédit Officiel du Royaume d'Espagne, destiné au financement complémentaire du lot (1) du projet de sécurisation des approvisionnements en produits pétroliers. |
| 12 août 2005 | Décret n°108 – 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 006 du 13 juin 2005 relative à l'accord de prêt signé le 3 juin 2005 à Tunis entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Africaine de Développement (BAD) agissant au nom du Fonds spécial du Nigeria, destiné au financement partiel du projet d'aménagement hydro – agricole du Brakna ouest (PAHABO). |
| 12 août 2005 | Décret n°109 – 2005 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 avril 2005 au Koweït entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) destiné au financement du projet de réseau de distribution d'eau à Nouadhibou. |
| 12 août 2005 | Décret n°110 – 2005 portant ratification de l'accord de prêt signé le 1 ^{er} juin 2005 au Vienne entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, destiné au financement partiel du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott à partir du Fleuve (Aftout Essahly). |
| 12 août 2005 | Décret n°111 – 2005 portant ratification de la convention de financement et de réalisation du nouvel aéroport international de Nouakchott signée le 06 juin 2005 à Pékin entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Société China Metallurgical construction corporation (MCC). |

- 12 août 2005 Décret n°112 – 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 001 du 26 avril 2005 relative à l'accord de prêt signé le 07 décembre 2004 à Tunis entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de Développement, destiné au financement du projet multinational de gestion intégrée des plantes aquatiques proliférantes en Afrique de l'Ouest.
- 12 août 2005 Décret n°113 – 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 002 du 26 avril 2005 relative à l'accord de crédit signé le 03 mars 2005 à Washington entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement, destiné au financement du projet de lutte antiacridienne.

Ministère des Finances

Actes Réglementaires

- 02 Août 2005 Décret n° 074 – 2005 Portant Portant ouverture de crédits d'avances au profit des Forces Armées Nationales

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Divers

- 28 juillet 2005 Décret n°2005 – 069 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches.
- 28 juillet 2005 Décret n°2005 – 070 portant nomination d'un délégué adjoint au Ministère

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes Divers

- 28 juillet 2005 Décret n°2005 – 071 accordant à la société mauritanienne Metals Pty ltd un permis de recherche n°243 pour les substances du groupe 2 dans la zone de Nssour (Wilaya du Tiris Zemmour).

Actes Divers

- 28 juillet 2005 Décret n°2005 – 072 accordant à la société Dia Met Minerals (Africa) limited un permis de recherche n°255 pour le diamant dans la zone de Ouaran – 4 (wilaya de l'Adrar).

Actes Divers

- 2 Août 2005 Décret n° 2005 – 075 Accordant à la Société Dia Met Minerals (Africa) Limited un permis de recherche n° 254 pour le diamant dans la zone Ouran 3 (Wilaya du Hodh Echarghi et de l'Adrar)

Ministère de l'Equipement et des Transports

Actes Divers

- 28 juillet 2005 Décret n°2005 – 073 portant nomination des membres du conseil d'administration du port autonome de Nouakchott dit « Port de l'Amitié ».

III - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

II – DECRETS, ARRETES, DECISIONS**Présidence du Conseil Militaire
Pour la Justice et la Démocratie****Actes Divers**

Décret n° 094 – 2005 du 08 Août 2005 Portant nomination du Directeur de Cabinet du Président du Conseil Militaire pour la Justice et de la Démocratie.

Article premier: Monsieur Mohamed Lemine Ould Dahi est nommé Directeur de Cabinet du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 095 – 2005 du 10 Août 2005 Portant nomination des Membres du Gouvernement.

Article premier: Sont nommés:

- Ministre des Affaires Etrangères et la Coopération, Ahmed Ould Sid'Ahmed
- Ministre de la Justice, Mahfoudh Ould Bettah
- Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine
- Ministre des Finances, Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh sidiya
- Ministre des Affaires Economiques et du Développement, Mohamed Ould Abed
- Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime, Sidi Mohamed Ould Sidina
- Ministère de l'Equipeement et des Transports, Bâ Ibrahima Demba
- Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Mehla Minit Mohamed.
- Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, Bâ Abdrahmane
- Ministre de l'Energie, et du Pétrole, Mohamed Aly Ould Sidi Mohamed.
- Ministre de l'hydraulique, Ely Ould Ahmed
- Ministre des Mines, et de l'Industrie, Mohamed Ould Ismail Ould Abeidina
- Ministre du Développement Rural et de L'Environnement, Gandéga Silly.

- Ministre de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche et de la Recherche Scientifique, Nagi Ould Mohamed Mahmoud
- Ministre de l'Enseignement Fondamentale et Secondaire, Cheikh Ahmed Ould Sidi
- Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi, Mohamed Ould Ahmed Dega.
- Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, Saadna Ould Bahaida .
- Ministre Chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation, Islamique et de l'Enseignement Originel, Yahya Ould Sid'El Moustaph
- Ministre de la Commnunucation, Cheikh Ould Bé
- Secrétaire d'Etat à la Condition Féminine, Tlamid
- Secrétaire d'Etat auprès du Premier - - -
- Ministre Chargé de des Technologies Nouvelles, Magana Sow Mohamed Deyna
- Secrétaire d'Etat Chargé de l'Etat Civil, Abdi Ould Horma
- Secrétaire Chargé de l'Union du Magherb Arabe, Besmellah Elih Ould Ahmed
- Secrétaire Général du Gouvernement, Bâ Saidou Moussa

Article 2: Le Présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 096 – 2005 du 10 Août 2005 Portant nomination du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République

Article premier – Monsieur Habib Ould Hemet est nommé Ministre Secrétaire Général de la Présidence du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°097 – 2005 du 10 Août 2005 Portant nomination du Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

Article premier: Monsieur Mohamed ould Maaouya est nommé Directeur de cabinet du Premier Ministre.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 098 – 2005 du 11 Août 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de l'Armée Nationale

Article premier: – Le Colonel Abderrahmane Ould Boubacar est nommé Chef d'Etat Major de l'Armée Nationale.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 099 – 2005 du 11 Août 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de la Garde Nationale.

Article premier: Le Colonel Sogho Alassane est nommé Chef d'Etat Major de la Garde Nationale.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°100 – 2005 du 11 août 2005 portant nomination du commissaire aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion.

Article premier: Est nommé :
- Commissaire aux Droits de l'Homme, à la lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion :
Monsieur Sid'Ahmed Ould El Bou.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°101 – 2005 du 11 août 2005 portant nomination du commissaire à la sécurité alimentaire.

Article premier: Monsieur Abdallahi Ould Ahmed Dhamou est nommé commissaire à la Sécurité Alimentaire.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 102 – 2005 du 11 Août 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale.

Article premier: Le Colonel Ahmed Ould Bekrine est nommé chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 103 – 2005 du 11 Août 2005 Portant nomination du Chef d'Etat Major Adjoint de l'Armée Nationale.

Article premier: Le Colonel Sidi Mohamed Ould Cheikh El Alem est nommé Chef d'Etat Major Adjoint de l'Armée Nationale.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Premier Ministère

Actes Divers

Décret n°115 – 2005 du 25 août 2005 relatif à l'intérim des Ministres.

Article premier: En cas d'absence de leurs titulaires, l'intérim des Ministres est assuré dans l'ordre suivant ;

Ministère des Affaires Etrangères et de la
Coopération

- Mahfoudh Oud Bettah, Ministre de la Justice

- Mohamed Ahmed ould Mohamed Lemine, Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;
- Cheikh ould Bé, Ministre de la Communication

Ministère de la Justice

- Mohamed Ahmed ould Mohamed Lemine, Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;
- Yahya ould Sdi'El Moustaph, Ministre chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement Originel ;
- Mohamed ould El Abed, Ministre des Affaires Economiques et du Développement

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

- Ahmed ould Sid'Ahmed, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
- Mahfoudh ould Bettah, Ministre de la Justice
- Abdallahi ould Souleymane ould Cheikh Sidiya, Ministre des Finances

Ministère des Finances

- Mohamed ould El Abed, Ministre des Affaires Economiques et du Développement
- Sidi Mohamed ould Sidina, Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime
- Ba Ibrahima Demba, Ministre de l'Equipeement et des Transports

Ministère des Affaires Economiques et du Développement

- Abdallahi ould Souleymane ould Cheikh Sidiya, Ministre des Finances
- Ba Abderrahmane, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme
- Sidi Mohamed ould Sidina, Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

- Mohamed Ali ould Sidi Mohamed, Ministre de l'Energie et du Pétrole
- Mohamed ould El Abed, Ministre des Affaires Economiques et du Développement
- Mohamed ould Ismael ould Abeïdena, Ministre des Mines et de l'Industrie

Ministère de l'Equipeement et des Transports

- Sidi Mohamed ould Sidina, Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime
- Mohamed Ould Ismael ould Abeïdena, Ministre des Mines et de l'Industrie
- Mohamed Ahmed ould Mohamed Lemine, Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;

Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

- Cheikh ould Bé, Ministre de la Communication
- Nagi ould Mohamed Mahmoud, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Mahfoudh ould Bettah, Ministre de la Justice

Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

- Ba Ibrahima Demba, Ministre de l'Equipeement et des Transports
- Mohamed Ali ould Sidi Mohamed, Ministre de l'Energie et du Pétrole
- Saadna ould Bahaïda, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales

Ministère de l'Energie et du Pétrole

- bEly ould Ahmedou, Ministre de l'Hydraulique
- Ba Ibrahima Demba, Ministre de l'Equipeement et des Transports
- Ba Abderrahmane, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

Ministère de l'Hydraulique

- Mohamed ould Ismaël ould Abeïdna, Ministre des Mines et de l'Industrie
- Gandega Sylli, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement
- Mohamed Ali ould Sidi Mohamed, Ministre de l'Energie et du Pétrole

Ministère des Mines et de l'Industrie

- Ba Abderrahmane, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme
- Ely ould Ahmedou, Ministre de l'Hydraulique

- Gandega Sylli, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

- Saadna oul Bahaïda, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales
 - Abdallahi oul Souleymane oul Cheikh Sidiya, Ministre des Finances
 - Yahya oul Sdi'El Moustaph, Ministre chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement Originel ;

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

- Mehla mint Ahmed, Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
 - Cheikh Ahmed oul Sid'Ahmed, Ministre de l'Enseignement Fondamental et Secondaire
 - Ahmed oul Sid'Ahmed, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

Ministère de l'Enseignement Fondamental et Secondaire

- Yahya oul Sdi'El Moustaph, Ministre chargé de la Lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement Originel ;
 - Mehla mint Ahmed, Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
 - Nagi oul Mohamed Mahmoud, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi

- Gandega Sylli, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement
 - Saadna oul Bahaïda, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales
 - Cheikh Ahmed oul Sid'Ahmed, Ministre de l'Enseignement Fondamental et Secondaire

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

- Mohamed oul Ahmed oul Dega, Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi
 - Cheikh oul Bé, Ministre de la Communication

- Ely oul Ahmedou, Ministre de l'Hydraulique

Ministère chargé de la lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement Originel

- Cheikh Ahmed oul Sid'Ahmed, Ministre de l'Enseignement Fondamental et Secondaire
 - Ahmed oul Sid'Ahmed, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
 - Mohamed oul Ahmed oul Dega, Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi

Ministère de la Communication

- Nagi oul Mohamed Mahmoud, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
 - Mohamed oul Ahmed oul Dega, Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi
 - Mehla mint Ahmed, Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

Article 2: Le présent décret qui sera publié au Journal officiel abroge et remplace le décret n° 018-2005 du avril 2005 portant intérim des Ministres.

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Actes Réglementaires

Décret n°107 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 004 du 10 juin 2005 relative à l'accord de prêt signé le 30 mai 2005 à Nouakchott entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Institut de Crédit Officiel du Royaume d'Espagne, destiné au financement complémentaire du lot (1) du projet de sécurisation des approvisionnements en produits pétroliers.

Article 1^{er}: Est ratifié l'ordonnance n°2005 – 004 du 10 juin relative à l'accord de prêt signé le 30 mai 2005 à Nouakchott entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Institut de Crédit Officiel du Royaume d'Espagne d'un montant de quatre millions trois cent mille cent vingt cinq (4.305.125) Dollars Américains, destiné au

financement complémentaire du lot (1) du projet de sécurisation des approvisionnement en produits pétroliers.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°108 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 006 du 13 juin 2005 relative à l'accord de prêt signé le 3 juin 2005 à Tunis entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Africaine de Développement (BAD) agissant au nom du Fonds spécial du Nigeria, destiné au financement partiel du projet d'aménagement hydro – agricole du Brakna ouest (PAHABO).

Article 1^{er}: Est ratifié de l'ordonnance n°2005– 006 du 13 juin 2005 relative à l'accord de prêt signé le 3 juin 2005 à Tunis entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Africaine de Développement (BAD) agissant au nom du Fonds spécial du Nigeria, d'un montant de quatre millions trois cent mille (4.300.000) Unités de Comptes, destiné au financement partiel du projet d'aménagement hydro – agricole du Brakna ouest (PAHABO).

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Développement Economique et Social (FADES), d'un montant de quatre millions (4.000.000) Dinars Koweïtiens, destiné au financement du projet de réseau de distribution d'eau à Nouadhibou.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Décret n°110 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de l'accord de prêt signé le 1^{er} juin 2005 à Vienne entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, destiné au financement partiel du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott à partir du Fleuve (Aftout Essahly).

Article 1^{er}: Est ratifié l'accord de prêt signé le 1^{er} juin 2005 à Vienne entre le Gouvernement de république Islamique de Mauritanie et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International, d'un montant de six millions six cents mille Ouguiyas (6.600.000) Dollars Américains, destiné au financement partiel du projet d'Alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott à ; partir du fleuve (Aftout Essahly).

Article 2: Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence

Décret n°109 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 avril 2005 au Koweït entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) destiné au financement du projet de réseau de distribution d'eau à Nouadhibou.

Article 1^{er}: Est ratifié l'accord de prêt signé le 11 avril 2005 au Koweït entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le

Décret n°111 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de la convention de financement et de réalisation du nouvel aéroport international de Nouakchott signée le 06 juin 2005 à Pékin entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Société China Metallurgical construction corporation (MCC).

Article 1: Est ratifié la convention de financement et de réalisation du nouvel Aéroport International de Nouakchott signé le 06 juin 2005 à Pékin entre le Gouvernement de la république Islamique de Mauritanie et la

Société China Metallurgical Construction Coopération (MCC) d'un montant de cent trente six millions (136.000.000) de Dollars Américains.

Article 2: Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence

Décret n°112 – 2005 du 12 août 2005 portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 001 du 26 avril 2005 relative à l'accord de prêt signé le 07 décembre 2004 à Tunis entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de Développement, destiné au financement du projet multinational de gestion intégrée des plantes aquatiques proliférantes en Afrique de l'Ouest.

Article 1: Est ratifié l'ordonnance n° 2005 relative à l'accord de prêt signé le 07 décembre 2004 à Tunis entre le Gouvernement de la république Islamique de Mauritanie et le Fonds Africain de développement, d'un montant huit cent neuf mille (809.000) Unités de Comptes destine au financement du projet multinational de gestion intégrés des plantes aquatiques Proliférantes en Afrique de l'Ouest.

Article 2: Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence.

Décret n°113 – 2005 du 12 août 2005 Portant ratification de l'ordonnance n°2005 – 002 signé le 03 mars 2005 0 Washington entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement, destiné au financement du Projet de Lutte Antiacridienne.

Article 1^{er} Est ratifié l'ordonnance n°2005 – 002 signé le 03 mars 2005 0 Washington entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement, d'un montant de sept millions cent mille (7.100.000) Droits de

Tirages Spéciaux, destiné au financement du Projet de Lutte Antiacridienne.

Article 2 : Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence.

Ministère des Finances

Actes Réglementaires

Décret n° 074 – 2005 du 02 Août 2005 Portant ouverture de crédits d'avances au profit des Forces Armées Nationales

Article premier: Est ouvert à titre d'avance sur le budget général de l'Etat un crédit de (333.750.0000) (trois milliards trois cent trente sept millions cinq cent mille) ouguiya, applicable à l'imputation budgétaire suivante : année 2005, budget 1, titre 10, chapitre 01, sous – chapitre 1, partie 5, article 1, paragraphe 03.

Article 2: Les crédits ouverts à l'article 1^{er} seront soumis à la ratification du parlement. Conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi 78.011 susvisée.

Article 3: Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Divers

Décret n°2005 – 069 du 28 juillet 2005 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches.

Article premier: Sont nommés président et membres du conseil d'administration de l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches

Président :

Brahim ould Mahfoudh, Directeur de la Formation et des Affaires Administratives au Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime.

Membres :

- Sidiould Ely, chargé de mission, représentant des Ministère de l'Education Nationale ;
 - Ahmedouould Mohamed Vall, chargé de mission, représentant du Ministère des Finances ;
 - Mohamed El Hafedhould Maouloud, représentant du Ministère des Affaires Economiques et du Développement ;
 - Abdallahiould Boubacar, Directeur de la Formation Professionnelle et des Stages, représentant du Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi ;
 - Cheikhould Mohamed El Moctar, chef service des gens de Mer et de l'inspection de travail maritime, représentant du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime ;
 - Doudou Fall Samba Nour, représentant de la Fédération Nationale des Pêches ;
 - Mohamed El Moctarould Limam, représentant de la Fédération Nationale des Pêches ;
 - Sid'Ahmedould Abeid, représentant de la Fédération Nationale des Pêches ;
- Mohamed Lemineould Hamza, délégué du personnel de l'Ecole Nationale d'enseignement maritime et des pêches.

Article 2: Le Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Décret n°2005 – 070 du 28 juillet 2005 portant nomination d'un délégué adjoint au Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime.

Article premier: Est nommé délégué adjoint à la surveillance des pêches et au contrôle en mer Monsieur El Moustaphaould Mohamed Abdallah El Wavy, ingénieur.

Article 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes Divers

Décret n°2005 – 071 du 28 juillet 2005 accordant à la société mauritanienne Metals

Pty ltd un permis de recherche n°243 pour les substances du groupe 2 dans la zone de Nssour (Wilaya du Tiris Zemmour).

Article 1^{er} - un permis de recherche n° 243 pour les substances du groupe 2 est accordée, à la société mauritanienne Metlas Pty Ltd, Level 3,28kings Park Road, West Perth, Australie, pour une durée de trois (3) ans à compter de la la date de signature de la lettre de réception du présent décret.

Ce permis, situé dans la zone de Nssour (Wilaya du Tiris Zemmour) ; confrère dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherche des substances du groupe 2 tel que défini dans l'article 5 de la loi Minière.

Article 2: Le périmètre de ce superficie dont est égale à 1.381 km2 est délimité par les points suivants
1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,15,16,17,18,19,20,21,22,23,24,25,,26,27,28,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38,39,40,41,42,43,44,45et 46
ayant les coordonnées suivantes:

| Points | Fuseau | Xm | Ym |
|--------|--------|----------|-----------|
| 1 | 29 | 534.000 | 2.900.000 |
| 2 | 29 | 555.000 | 2.900.000 |
| 3 | 29 | 555.000 | 2.880.000 |
| 4 | 29 | 558.000 | 2.880.000 |
| 5 | 29 | 558.000 | 2.866.000 |
| 6 | 29 | 567.000 | 2.866.000 |
| 7 | 29 | 567.000 | 2.855.000 |
| 8 | 29 | 575.000 | 2.855.000 |
| 9 | 29 | 575.000 | 2.829.000 |
| 10 | 29 | 576.000 | 2.829.000 |
| 11 | 29 | 576.000 | 2.823.000 |
| 12 | 29 | 579.000 | 2.817.000 |
| 13 | 29 | 579.0005 | 2.817.000 |
| 14 | 29 | 582.000 | 2.813.000 |
| 15 | 29 | 582.000 | 2.813.000 |
| 16 | 29 | 587.000 | 2.808.000 |
| 17 | 29 | 587.000 | 2.808.000 |
| 18 | 29 | 590.000 | 2.802.000 |
| 19 | 29 | 590.000 | 2.802.000 |
| 20 | 29 | 696.000 | 2.794.000 |

| | | | |
|----|----|----------|-----------|
| 21 | 29 | 696.000 | 2.794.000 |
| 22 | 29 | 504.000 | 2.784.000 |
| 23 | 29 | 504.000 | 2.784.000 |
| 24 | 29 | 588.000 | 2.784.000 |
| 25 | 29 | 588.000 | 2.794.000 |
| 26 | 29 | 585.000 | 2.794.000 |
| 27 | 29 | 585.000 | 2.802.000 |
| 28 | 29 | 580.000 | 2.802.000 |
| 29 | 29 | 580.000 | 2.808.000 |
| 30 | 29 | 577.000 | 2.808.000 |
| 31 | 29 | 577.000 | 2.813.000 |
| 32 | 29 | 575.000 | 2.813.000 |
| 33 | 29 | 575.000 | 2.817.000 |
| 34 | 29 | 572.000 | 2.817.000 |
| 35 | 29 | 572.000 | 2.823.000 |
| 36 | 29 | 570.000 | 2.823.000 |
| 37 | 29 | 570.000 | 2.829.000 |
| 38 | 29 | 564.000. | 2.829.000 |
| 39 | 29 | 564.000 | 2.855.000 |
| 40 | 29 | 558.000 | 2.855.000 |
| 41 | 29 | 558.000 | 2.863.000 |
| 42 | 29 | 552.000 | 2.863.000 |
| 43 | 29 | 552.000 | 2.875.000 |
| 44 | 29 | 550.000 | 2.875.000 |
| 45 | 29 | 550.000 | 2.880.000 |
| 46 | 29 | 534.000 | 2.880.000 |

Article 3- Mauritanian Metlas Pty Ltd s'engage à consacrer pour la réalisation de son programme de recherche, au minimum, un montant de cent quarante cinq (145.000) dollars américains, soit l'équivalent de trente huit millions des cents quatre vingt milles (38.28.000) ouguiyas.

Mauritanian Metals Pty Ltd doit tenir une comptabilité au plan national et pour l'ensemble des dépenses effectués qui seront attestées par les services compétents de la Direction des Mines et de la Géologie

Article 4: Dès la notification du présent décret, la Société Mauritanian Mestals Pty Ltd doit s'acquitter conformément aux articles 31 et 32 de la convention Minière, des montants de la taxe rémunératoire de huit cent mille (800.000) ouguiyas et de la redevance superficielle annuelle calculée sur la base de 250 UM/ Km2 soit trois cent quarante cinq mille deux cents cinquante (345.250) ouguiyas

, qui seront versés au compte d'affectation spécial intitulé contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche Minière Ouvert au Trésor Public.

Article 5: Mauritanian Mestals Pty est tenu à conditions équivalentes de qualité et de prix, de recruter en priorité du personnel Mauritanien et de contracter avec des fournisseurs nationaux.

Article 6: Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel

Décret n°2005 – 072 accordant à la société Dia Met Minerals (Africa) limited un permis de recherche n°255 pour le diamant dans la zone de **Ouaran – 4** (wilaya de l'Adrar).

Article 1^{er}: un permis de recherche n° 255 pour le diamant est accordé, à la société mauritanienne Dia Minerals (Africa) Limited ayant son siège au 1695, Powick Road, Kelowna, BC Canada, pour une durée de trois (3) ans à compter de la la date de signature de la lettre de réception du présent décret

Article 2: Le périmètre dont la superficie dont est égale à 9975 km2 est délimitée par les points suivants 1, 2,3, et 4 ayant les coordonnées suivantes :

| Points | Fuseau | X m | Y m |
|--------|--------|---------|-----------|
| 1 | 29 | 350.000 | 2.340.000 |
| 2 | 29 | 483.000 | 2.340.000 |
| 3 | 29 | 483.000 | 2.265.000 |
| 4 | 29 | 350.000 | 2.265.000 |

Article 3: Le programme général de travaux, soumis par la Société, prévoit l'exécution, durant les trois années à venir, des opérations suivantes :

- Etude des photos satellites ;
- Géophysique au sol
- Prélèvement et analyse des échantillons pour identifier les anomalies ;
- Vérification des cibles par sondages.

Dia Met Minerals (Africa) limited s'engage à consacrer pour la réalisation de son programme de recherche, au minimum un montant de vingt cinq millions (25.000.000) d'ouguiyas.

Diat Met doit tenir une comptabilité au plan national et pour l'ensemble des dépenses effectués qui seront attestées par les services compétents de la Direction des Mines et de la Géologie

Article 4: Dès la notification du présent décret, la Société Dia Met Minerals (Africa) doit s'acquitter conformément aux articles 31 et 32 de la convention Minière , des montants de la taxe rémunératoire de huit cent mille (800.000) ouguiyas et de la redevance superficielle annuelle calculée sur la base de 250 UM/ Km2 soit deux millions quatre cents quatre vingt treize milles sept cent cinquante (3.493.750) ouguiyas , qui seront versés au compte d'affectation spécial intitulé contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche Minière Ouvert au Trésor Public.

Article 5: Diat Met Minerals est tenue à conditions équivalentes de qualité et de prix, de recruter en priorité du personnel Mauritanien et de contracter avec des fournisseurs nationaux.

Article 6: Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel

Actes Divers

2 Août 2005 Décret n° 2005 – 075
Accordant à la Société Dia Met Minerals (Africa) Limited un permis de recherche n° 254 pour le diamant dans la zone Ouran 3 (Wilaya du Hodh Echarghi et de l'Adrar)

Article 1^{er} - un permis de recherche n° 243 pour les substances du groupe 2 est accordée, à la société mauritanienne Metlas Pty Ltd, Level 3,28kings Park Road, West Perth, Australie, pour une durée de trois (3) ans à

compter de la la date de signature de la lettre de réception du présent décret.

Ce permis, situé dans la zone de Nssour (Wilaya du Tiris Zemmour) ; confrère dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherche des substances du groupe 2 tel que défini dans l'article 5 de la loi Minière.

Article 2: Le périmètre de ce superficie dont est égale à 1.381 km2 est délimité par les points suivants 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13et 14 ayant les coordonnées suivantes indiquées au tableau ci- dessus .

| Points | Fuseau | Xm | Ym |
|--------|--------|---------|-----------|
| 1 | 29 | 540.000 | 2.405.000 |
| 2 | 29 | 605.000 | 2.405.000 |
| 3 | 29 | 605.000 | 2.390.000 |
| 4 | 29 | 640.000 | 2.390.000 |
| 5 | 29 | 640.000 | 2.375000 |
| 6 | 29 | 650.000 | 2.375.000 |
| 7 | 29 | 650.000 | 2360.000 |
| 8 | 29 | 660.000 | 2.360.000 |
| 9 | 29 | 660.000 | 2345.000 |
| 10 | 29 | 670.000 | 2.345.000 |
| 11 | 29 | 670.000 | 2330.000 |
| 12 | 29 | 680.000 | 2.330.000 |
| 13 | 29 | 680.000 | 2.315.000 |
| 14 | 29 | 540.000 | 2.315000 |

Article 3 : Le programme général des travaux , soumis par la société , prévoit l'exécution , durant les trois (3) années à venir , des opérations suivantes :

- Etudes de photos satellites ;
- Géophysique au sol ;
- Prélèvement et analyse des échantillons pour identifier les anomalies ;
- Vérification des cibles par sondages

Dia Met Minerals (Africa) limited s'engage à consacrer pour la réalisation de son programme de recherche, au minimum un montant de vingt cinq millions (25.000.000) d'ouguiyas.

Diat Met doit tenir une comptabilité au plan national pour l'ensemble des dépenses effectuées qui seront attestées par les services compétents de la Direction des Mines et de la Géologie

Article 4: Dès la notification du présent décret, la Société Dia Met Minerals (Africa) doit s'acquitter conformément aux articles 31 et 32 de la convention Minière, des montants de la taxe rémunératoire de huit cent mille (800.000) ouguiyas et de la redevance superficielle annuelle calculée sur la base de 250 UM/ Km2 soit deux millions quatre cents quatre vingt treize milles sept cent cinquante (3.493.750) ouguiyas, qui seront versés au compte d'affectation spécial intitulé contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche Minière en Mauritanie Ouvert au Trésor Public.

Article 5: Diat Met Minerals est tenue à conditions équivalentes de qualité et de prix, de recruter en priorité du personnel Mauritanien et de contracter avec des fournisseurs et entrepreneurs nationaux.

Article 6: Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel

Ministère de l'Équipement et des Transports

Actes Divers

Décret n°2005 – 073 du 02 août 2005 portant nomination des membres du conseil d'administration du Port Autonome de Nouakchott dit «Port de l'Amitié». 28 juillet 20

Article premier: Sont nommés membres du Conseil d'Administration du Port Autonome de Nouakchott dit **PORT DE L'AMITIE (PANPA)** pour une durée de trois ans:

Messieurs:

- El Hacem ould Alioune Touré, représentant le Ministère de l'Équipement et des Transports

- Kane Cheikh, représentant le Ministère des Finances

- Tandia Cheikhna, représentant le Ministère des Affaires Economiques et du Développement

- Mohamed ould Haiba, représentant le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

- Ahmedou ould Hamoud, représentant le Ministère des Mines et de l'Industrie

- Mohamed ould Mohamed Lemine, Directeur des Transports Terrestres et de la Sécurité Routière au Ministère de l'Équipement et des Transports

- Mohamed ould Souleymane, représentant de la Direction des Travaux Publics au Ministère de l'Équipement et des Transports

- Cheikh ould Khaled, Directeur de la Marine Marchande, représentant le Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime

- Mohamed ould Lemrabott, représentant le wali de Nouakchott

- Mohamed ould M'Bebou, représentant la Banque Centrale de Mauritanie

- Mohamed Yahya ould Mohamed El Moctar, représentant les transitaires

- Mohamed Abdallahi ould Jily, représentant la Confédération Nationale du Patronat de Mauritanie

- Sidi ould Mohamed Vall, représentant l'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM)

Article 2: Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 3: Le Ministre de l'Équipement et des Transports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

III - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

